

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Des-fissures-dans-l-Eurodistrict-du-Rhin-Fuck-the-E-U>

Des fissures dans l'Eurodistrict du Rhin. « Fuck the E.U. ? » ?

- Empire et Résistance - Union Européenne -

Date de mise en ligne : vendredi 21 février 2014

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le référendum de la Suisse contre l'émigration de l'UE est seulement un symptôme de comment le projet européen, socialement dévalué par la crise et ses escroqueries, perd cohésion et base sociale.

C'était la ferme modèle de l'Union Européenne : trois pays, la France, l'Allemagne et la Suisse, deux d'entre eux des ennemis historiques et aujourd'hui des piliers de l'UE, et le troisième historiquement neutre et aujourd'hui avec des accords étroits avec Bruxelles, vivant ensemble, sans frontières et avec des infrastructures communes, autour du Rhin : le coeur de l'Europe.

C'est le dénommé « *Eurodistrict du Rhin* » ou « *l'Agglomération tri-nationale de Bâle* », avec 2,3 millions d'habitants des trois nations. D'un côté la ville suisse, siège d'industries importantes, de l'autre Saint Louis, une ville française de la haute Alsace, et un peu plus loin Lörrach, paroisse de Baden-Württemberg, l'état le plus prospère de l'Allemagne dominante. Tout dans une raisonnable harmonie. Et sur cela le référendum suisse est arrivé.

Le 9 de ce mois, les suisses ont approuvé lors d'une votation de limiter l'émigration européenne, renégociant les accords en vigueur établis sur le sujet avec l'UE. Le résultat, dont il faudra voir comment il s'applique, approuve l'établissement de quelques quotas d'émigration d'ici trois ans. L'UE, qui se comporte de plus en plus comme un empire arrogant et autoritaire a reçu une gifle de la petite Suisse. Intolérable !

Dans la presse allemande on lit que lors du référendum de la Suisse, « *a gagné l'étroitesse de vision et l'obscurantisme* » et a perdu, « *la tolérance et la justice* ». La chancelière Merkel voit « *d'importants problèmes* ». À Bruxelles ils se fâchent, gèlent des accords et menacent de représailles.

Personne ne semble être conscient du miroir que ce référendum, où indubitablement la droite suisse a capitalisé sur un ressentiment national face à certaines détériorations, offre à toute l'Europe et en premier lieu à l'Allemagne.

Au petit déjeuner

Je prends le petit déjeuner à Saint Louis, 20 000 habitants et une rue sans grâce qui finit à la frontière. Sous les drapeaux de la France et de la Suisse un édifice de douanes abandonné depuis 2008 et avec les fenêtres poussiéreuses. Edouard Dombó est un des dizaines de milliers de français qui traversent quotidiennement cette frontière pour travailler à Bâle. Trente ans chez « *Swiss Metall* », une entreprise de la métallurgie qui fabrique des pièces pour des montres. L'entreprise, achetée par les chinois se défait peu à peu de son personnel. « *Un de mes collègues s'est suicidé* », dit-il. A la soixantaine, il a pu prendre sa retraite. Le référendum de dimanche va augmenter encore plus l'atmosphère hostile envers les « *frontaliers* » (en Allemand « *Grenzgänger* », en italien « *frontalieri* ») ceux qui traversent chaque jour la frontière pour travailler à Bâle, explique t-il. « *Mon fils, qui est né en Suisse a eu des problèmes cette semaine pour obtenir le passeport suisse, ils lui ont dit qu'il fallait attendre pour voir ce qui se passe* ». « *Tout cela n'annonce rien de bon pour l'Europe* », dit Dombó, né en Martinique et électeur de François Hollande. Déçu ?, « *bien sûr, mais : qu'est-ce que l'on pouvait attendre de Hollande ? Tout cela dépasse les hommes politiques. Obama n'a rien pu changer non plus aux États-Unis* », dit-il. « *L'euro met tout en désordre, et cela il n'y a personne, qui le règle* », il finit hausser les épaules.

Au siège du *Comité de défense des Travailleurs du Haut Rhin* (CDTF), l'organisation des frontaliers, les téléphones n'arrêtent pas de sonner. « *Le référendum a été une bêtise total* », dit Jean-Luc Johaneck, président de la CDTF. «

Devant la crise tout le monde a peur et en voici les réactions », explique-t-il. « Cela va être très difficile d'appliquer le résultat du référendum parce que la Suisse a besoin de cette main-d'oeuvre », pronostique Johaneck.

Au déjeuner

Je déjeune à Bâle, ville magnifique. Dans sa cathédrale gothique, tombes de commerçants juifs bourgeois du XVI^e siècle à côté de celles de l'aristocratie et du clergé local. L'industrie de Bâle est énormément dépendante des « frontaliers/Grengänger » pour son fonctionnement. C'est pourquoi, la ville a été, avec Zurich et le canton de Zug (siège d'entreprises fantômes), la seule de la Suisse allemande où le référendum n'a pas gagné.

« La votation ne va pas avoir d'incidence immédiate, tout dépendra de comment le gouvernement applique son mandat », dit Katrin Bauman, chef de ressources humaines de « Bell », la première entreprise suisse de traitement de viande. Avec 3 000 employés dans le pays, « plus de 60 % » du personnel employé à la production dans l'usine de Bâle sont « frontaliers », dit Bauman. L'usine se voit depuis la frontière et sur son parking la moitié des véhicules sont immatriculés en France. À côté de « Bell », se trouve une usine du géant Novartis, la deuxième entreprise pharmaceutique mondiale. Son siège est Bâle, mais sa comptabilité est faite en Tchéquie. Sans les étrangers, et spécialement ceux d'Europe, la Suisse coulerait économiquement. Le petit pays reçoit de l'Europe la moitié de ses investissements et lui vend deux tiers de ses exportations. Par exemple, le fromage.

« L'Europe absorbe 80 % de l'exportation de notre fromage, qui pourrait payer la facture de la limitation de l'émigration », dit Manuela Sonderegger, porte-parole de Switzerland Cheese Marketing. La plupart de l'emmental, du gruyère et de l'appenzell se vend en Allemagne, en Italie et en France, explique-t-elle.

Thé à 17 heures

Un thé de fin d'après-midi à Lörrach, 48 000 habitants. Un vieux centre historique détruit par le commerce et par un sens pratique allemand sans la moindre concession à l'esthétique. Ici il y a 50 000 les Allemands qui traversent chaque jour la frontière vers la Suisse pour travailler. Grâce à la radinerie salariale allemande, des médecins et des infirmières gagnent plus du double en Suisse. A Lörrach une infirmière gagne, avec de la chance, 1 500 euros, en Suisse 4 000 francs suisses, équivalents à 3 200 euros. Dans le Tessin, la suisse italienne, une secrétaire chez un avocat gagne 3 100 euros, en Italie un jeune avocat, s'il trouve du travail, autour de 1 500 euros. En France le salaire minimum est de 1 700 euros. Et la différence va en augmentant : en Suisse en mai on votera lors d'un autre référendum, sur l'établissement d'un salaire minimum de 3 300 euros. Alors davantage de français, Allemands, et italiens, voudront aller en Suisse.

« Bien que le référendum n'ait pas de conséquence immédiate, il y aura une réaction de l'UE et probablement une dégradation des relations avec la Suisse et son attitude négative envers les étrangers », pronostique, la maire de Lörrach, Gudrun Heute-Bluhm. « Celui qui participe au bien-être d'un pays devrait se sentir accueilli cordialement », condamne-t-elle. La phrase est bonne, mais aussi d'application universelle.

Telles que les choses sont en ce moment, n'importe quelle société européenne aurait répondu de la même manière à la même question. En Allemagne, par exemple, les enquêtes produisent une majorité d'adversaires et de critiques sur l'émigration. Mais la différence entre la Suisse et ses grands voisins n'est pas seulement les procédés les plus développés de démocratie directe et de consultations en vigueur dans ce pays.

Ras-le-bol suisse

La donnée centrale de l'émigration en Suisse est son importance, très supérieure à celle des grands pays européens : sur presque 8 millions d'habitants de la Suisse, 1,8 millions sont des émigrants. En Suisse il y a 23 % d'émigrants, trois fois plus qu'en Allemagne où ils représentent 8,2 % de la population. Dans le canton suisse du Tessin, de 300 000 habitants, chaque jour viennent travailler 60 000 « *frontalieri* ». Traduit en allemand, c'est comme si chaque jour 2,5 millions de Tchèques venaient travailler en Bavière.

Malgré l'énorme différence de grandeur, la droite allemande se déclare inspirée par le référendum suisse : aussi bien les représentants de la *CSU* bavaroise que les eurosceptiques d'*Alternative für Deutschland*, qui disent vouloir suivre l'exemple.

En 40 ans, la population suisse a presque doublé. Depuis l'entrée en vigueur de l'accord avec l'Union Européenne dans la matière, en 2002, il y a un flux annuel de 80 000 Européens qui s'installent en Suisse, dix fois plus que ce à quoi s'attendait le gouvernement, et plus de gens qu'il en entre en Espagne ou presque le même nombre qu'en France, des pays dix fois plus grands.

Entre 30 % et 40 % du personnel dans l'univers la santé et de l'assistance, est étranger, fréquemment des Allemands mal payés dans leur pays. La situation n'est pas très différente dans d'autres secteurs comme l'hôtellerie, le tourisme et les universités. Presque deux tiers des professeurs de l'*Universität Technische de Zurich* (ETH) sont étrangers.

Dans ce contexte la droite suisse n'a pas eu besoin d'un grand effort pour attribuer aux étrangers les goulots d'étranglement dans la santé publique, les bouchons dans la circulation, et jusqu'à la spéculation et la dégradation du paysage résultant de l'augmentation de la population et les métastases qui gagnent des infrastructures de transport.

À côté de la réalité suisse, l'hystérie qui a été organisée en Allemagne autour du supposé « *tourisme social* » des Roumains et des bulgares, est remarquable. Depuis que les citoyens de ces deux pays peuvent circuler librement, « *en Allemagne il n'y a pas eu une grande augmentation du flux, ni on ne s'y attend pas* », disent-ils au consulat roumain de Berlin. Les Roumains et les bulgares qui viennent en Allemagne ont une plus grande formation que l'allemand moyen (19 % avec études universitaires, 14 % pour les allemands) et leur poids parmi les bénéficiaires de l'aide sociale est ridicule : 0,7 %.

Et pas seulement l'Allemagne, mais l'Europe entière impute à la Suisse ce qu'elle-même pratique, et avec une brutalité bien plus crue, avec les extracommunautaires, et même avec les pauvres du club continental maltraité, de plus en plus divisé en catégories.

Le problème que contient le référendum contre l'émigration en Suisse dépasse largement la question du « populisme » décrié et vise quelque chose de beaucoup plus profond. Privée ou réduite dans son état social -qui était la base de son consensus civil- et se convertissant à marche forcée en un club oligarchique et autoritaire avec de plus en plus d'inégalité (entre les secteurs sociaux et entre les pays), l'Europe se fissure et perd sa base sociale. Avec plus exploitation et plus d'inégalité, tout simplement, l'Europe ne vaut pas la peine. Dommage, parce que l'intégration de ses nations était un bon palliatif à son agressivité dominante historique, au moins en son sein.

« **Fuck the EU** »

Devant le recul du bien-être qu'introduit la crise, les citoyens redécouvrent leurs états nationaux comme leur base arrière. Le résultat est quelque chose de semblable à cette expression vulgaire que la vice secrétaire d'État US, Victoria Nuland, a dédié à Bruxelles/Berlin pour ne pas avoir suffisamment contribué au changement de régime en

Ukraine : « *Fuck the EU* ».

C'est cela que les suisses ont dit, en envoyant se faire voir l'UE, mais surtout ce qui est dans l'air dans beaucoup de pays de l'Europe, un mécontentement qui ira sûrement plus loin et qui, faute d'alternatives sociales et de plus de démocratie, draine presque exclusivement vers la droite politique.

La Pologne a des problèmes avec la politique environnementale européenne, l'Allemagne veut ouvrir son marché du travail avec restriction à la seule la main d'oeuvre qualifiée et pour finir sera tentée de créer son *Kerneuropa*, un club de pays triés, en Europe du sud on voudra renégocier la dette, au Royaume-Uni le « *Fuck the EU* » est un programme politique idiomatiquement littéral... Tout le monde veut changer les contrats tordus d'un club et d'une monnaie qui tendent à être vus comme des vaches sacrées auxquelles il faut sacrifier le niveau de vie.

Dans leur tour d'ivoire, les messieurs de Bruxelles et de Berlin semblent ignorer que le « *projet européen* » part à la dérive depuis le moment même où les solidarités (ou les apparentes solidarités) et bien-être que sa promesse contenait, ont été dissous.

Le premier à dire le « *Fuck the EU* » a été le gouvernement allemand lui même, quand il s'était refusé en se braquant à l'automne 2008, à toute solution solidaire du désordre banco-financier. Au lieu de cela, il a opté pour une stratégie nationale-oligarchique pour que la banque, en premier lieu allemande et française, encaisse entièrement ses dettes aux dépens des classes moyennes et basses. Des dettes contractées en finançant des spéculations stupides - dans le cas de la construction immobilière de l'Espagne, aux États-Unis d'Amérique ou en Irlande - avec d'énormes capitaux venant des excédents commerciaux de l'exportation, obtenus à leur tour, en grande partie, par une radinerie salariale qui a déstabilisé tous les partenaires.

Après cette première coupe au « *projet européen* », d'autres ont suivi, tous antisociaux et autoritaires ; des constitutions ont été changées en 24 heures, des Premiers ministres ont été foudroyés pour proposer des référendums (Papandreou) ou pour répliquer (l'imprésentable Berlusconi), et ils ont été substitués par gens de la banque ; Les mouvements sociaux comme ceux de la Grèce, l'Espagne, du Portugal et les autres qui protestaient contre l'escroquerie (tandis que celui de l'Ukraine était applaudi par des considérations impériales) ont été fustigés et réprimés. Après tout cela, personne ne peut s'étonner de la réaction. La Suisse fait partie du même reflet contre une UE de plus en plus désagréable, mais sûrement ce sera la France qui va générer le « *Fuck the L'EU* » le plus décisif ...

Il faut se réveiller pour que tout ce malaise, à la base complètement rationnelle, ne soit pas monopolisé pas la droite et conduise le continent vers un univers brun.

Rafael Poch pour [La Vanguardia](#)

* **Rafael Poch**, Rafael Poch-de-Feliu (Barcelone, 1956) a été vingt ans correspondant de « *La Vanguardia* » à Moscou et à Pékin. Avant il a étudié l'Histoire contemporaine à Barcelone et à Berlin-Ouest, il a été correspondant en Espagne du « *Die Tageszeitung* », rédacteur de l'agence allemande de presse « *DPA* » à Hambourg et correspondant itinérant en Europe de l'Est (1983 à 1987). Actuellement correspondant de « *La Vanguardia* » à Berlin.

[La Vanguardia](#). Barcelone, la Catalogne, le 17 février 2014

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) para : Estelle et Carlos Debiassi

[El Correo](#). Paris, le 2 février 2014.

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une oeuvre de www.elcorreo.eu.org.